

## 1.2 Résumé de l'action

Le Tchad a élaboré et adopté son premier Plan d'action national (PAN) sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité dans un processus participatif et inclusif sous le leadership du Ministère de la femme et de la protection de la petite enfance. Le PAN reconnaît l'importance cruciale du rôle des femmes et des filles dans les efforts du Tchad pour rétablir la paix dans un contexte caractérisé par une insécurité persistante due à des menaces multiformes, à travers la promotion et le renforcement de la participation des femmes aux processus de dialogue, de paix et de réconciliation, et la protection de leurs droits conformément aux normes de la résolution 1325.

Pour répondre à ces défis, la présente action vise à soutenir la mise en œuvre de l'agenda Femme, paix et sécurité (FPS) promu par les Nations unies (NU) au Tchad. Le 1<sup>er</sup> Plan d'action national (PAN), adopté par le gouvernement tchadien en janvier 2023, est basé sur les quatre axes de la résolution 1325 : 1) La participation des femmes aux processus de décision à tous les stades ; 2) La protection et la garantie de la sécurité, de l'intégrité physique et mentale et de l'indépendance économique des femmes et des filles, ainsi que le respect de leurs droits fondamentaux ; 3) La prévention de la non reprise des conflits et de toutes formes de violence structurelle ou physique à l'encontre des femmes et des filles ; 4) Le secours et le relèvement des femmes et de filles en période post-conflit y compris la justice transitionnelle.

L'action de l'UE s'alignera sur deux axes spécifiques, à savoir l'axe n°2 (protection) et n°4 (secours et relèvement), et sera mise en œuvre dans les 4 zones/provinces les plus touchées par des conflits et des insécurités, en synergie avec les actions de l'UE et en format Équipe Europe+ (EE+) : l'action ciblera (1) des villes secondaires dans le corridor stratégique N'Djamena-Douala et (2) des zones frontalières du Tchad déstabilisées par des conflits et violences dans les pays voisins à l'Est (Soudan), au Nord (Lybie), et/ou dans la région du Lac Tchad (à déterminer). L'action prévoit un axe de renforcement institutionnel, tant au niveau central qu'au niveau décentralisé, afin de renforcer la mise en œuvre effective du PAN1325, son appropriation par les détenteurs d'obligation et de contribuer à sa pérennisation. Dans chaque région, la mise en œuvre de ce programme sera articulée avec des actions déjà financées par l'UE pour générer des synergies et éviter un saupoudrage ; le recours aux subventions en cascade sera alors privilégié.

Les deux axes spécifiques n° 2 et n° 4 ont été choisis parce que les plus pertinents au contexte du Tchad, dans lequel la participation des femmes aux processus de décision (axe n° 1) est déjà prévue par certaines provisions législatives existantes et la prévention de la non-reprise des conflits fait déjà l'objet d'autres financements de l'UE (p.ex. le projet « Jeunesse en action pour l'avenir du Tchad ! », financé sur fonds FPI) et d'autres partenaires techniques et financiers (PTF).

Par ailleurs, le fait de concentrer les ressources financières limitées disponibles sur les deux axes choisis permettra d'avoir un impact transformationnel.

**L'objectif général** de l'action est de renforcer la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix au Tchad, conformément aux prescriptions de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité. Ainsi trois objectifs spécifiques (OS) seront déclinés comme suit :

- **OS1.** Améliorer la connaissance et l'application effective des lois et des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux protégeant les droits fondamentaux des femmes et des filles touchées par les conflits et les violences basées sur le genre (VBG).
- **OS2.** Garantir le secours et le relèvement des femmes et des filles touchées par les conflits et par les violences basées sur le genre (VBG), en particulier les déplacées, retournées et réfugiées, et celles des populations qui les accueillent, en facilitant leur accès aux services de base y compris la justice, et leur réintégration économique et sociale.
- **OS3.** Renforcer les capacités nationales centrales (structures étatiques, Assemblée nationale, membres des comités nationaux de suivi du PAN 1325) et décentralisées/locales (structures étatiques décentralisées et autorités locales, collectivités territoriales, etc.) pour la mise en œuvre coordonnée du PAN 1325.

L'action sera mise en œuvre, d'une part à travers deux ou plusieurs subventions en cascades octroyées à des organisations spécialisées de la société civile (OS1 et OS2), et d'autre part en gestion indirecte via une entité qui